

A la croisée des chemins ou le nouveau défi africain du 21^{ème} siècle

Le développement des économies des pays africains passe par l'exploitation et l'utilisation rationnelle de toutes leurs ressources. L'exploitation coloniale était caractérisée par l'expropriation des matières premières, produits bruts tirés du sol, du sous-sol et de la nature. Pour cela, il fallait des cerveaux pour concevoir et organiser depuis le lieu de l'exploitation jusqu'au produit fini. C'est le travail des maîtres occidentaux. La main d'œuvre non qualifiée n'était constituée que d'Africains : des bras pour la cueillette, le ramassage, la manutention, l'agriculture, le transport, la construction des routes et de toutes les autres infrastructures pour leur acheminement du lieu d'exploitation au point d'évacuation vers l'Occident. Construits à l'origine dans cette logique, les chemins de fer africains actuels continuent dans cette vocation, l'importation et l'exportation.

Cette politique coloniale consistant à ouvrir des routes et à construire des chemins de fer pour l'évacuation des matières premières vers l'Occident aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles a refait surface au 21^{ème} siècle avec les nouveaux partenaires de l'Afrique. Dans les nouveaux contrats, ces derniers prévoient la construction des routes et autoroutes des lieux d'exploitation des matières premières vers les océans pour le même but. On retrouve peu de projets sur les autoroutes, les routes et les chemins de fer destinés à relier les principales villes du pays pour former une étoile dont le centre serait la capitale. On ne pense même pas au rail dans le transport en commun dans et entre les agglomérations urbaines.

Au début de l'exploitation coloniale, il fallait savoir quantifier et transcrire les résultats de différentes opérations. D'où la création des premières écoles coloniales pour former cette main-d'œuvre locale quasi-gratuite. Une mission confiée, dans la plupart des colonies africaines, aux missionnaires. Dans tous les domaines de la vie des colonies, les Africains n'étaient pas préparés à assurer une responsabilité quelconque. Et le bilan de l'enseignement et de la formation à la fin de la colonisation est l'absence de véritables cadres. Les pays africains se sont retrouvés avec des populations en grande partie analphabètes et une élite politique, économique et militaire composée en majorité de commis, instituteurs, infirmiers, assistants médicaux, caporaux et sergents. Cette élite s'est maintenue au pouvoir et a avalé la nouvelle classe composée d'aventuriers et de jeunes cadres formés sur place et à l'étranger. Sans modèles ni repères et conditionnée, cette dernière a acquis les réflexes de ces autodidactes aux capacités limitées. Elle est même arrivée au pouvoir dans certains pays. Conséquence directe : les quatre décennies de l'après-indépendance ont été gérées à la méthode aveugle, sans véritables responsables nationaux avec des projets de société ; des interlocuteurs valables face aux velléités et ambitions des multinationales, des intérêts des grandes puissances et d'autres prédateurs étrangers.

Les ressources naturelles et les fonds ont continué à prendre la route de l'Occident, et récemment celles des pays émergents et d'autres voisins puissants. L'élite politique de l'Afrique indépendante n'a pas initié l'Afrique à une qualification de sa main-d'œuvre ni à l'industrialisation. Comme par le passé, la plupart des exploitations minières, forestières, pétrolières et autres sont conçues et dirigées par des spécialistes expatriés. En dehors de responsabilités politiques et administratives qui rapportent "malhonnêtement" beaucoup dans les pays africains, la majeure partie de la population africaine ne participe pas activement à l'augmentation de la productivité ou du Produit Intérieur Brut (PIB). Les oligarchies locales bénéficient de services et consomment plus des produits venus d'ailleurs et de meilleure qualité. Pourquoi alors encourager la formation et la production locales ? Le monopartisme et la destruction du tissu économique ont entraîné la fuite des cerveaux, l'appauvrissement et la disparition de la classe moyenne. La Fonction Publique, le plus grand employeur, n'a pas indexé ses "salaires".

A l'ère de nouveaux partenaires asiatiques ou sud-américains et dans le cadre de la coopération Sud-Sud, l'Afrique assiste à une nouvelle ruée vers ses matières premières et d'autres ressources. Le début manqué de l'industrialisation de l'Afrique au 20^{ème} siècle, va-t-il se poursuivre au 21^{ème} siècle ? Le transfert des technologies auquel certains pays émergents font allusion pour l'Afrique, aura-t-il lieu, et sur quelle base ? Les pays africains, disposent-ils de structures et d'infrastructures capables pour répondre à ce rendez-vous ? Disposent-ils de ressources humaines nécessaires pour cette tâche ?

Ceci nécessite une reconversion de la mentalité, une révision complète de la politique de formation et des moyens financiers importants. Il faut faire la politique de ses moyens. L'enseignement des sciences et des techniques doit être révisé et encouragé. Dans ces domaines, il faut dépasser le stade de

la "débrouille", du "bricolage", de "solutions miracles" et de l'assistantat international. L'élite politique doit se départir de l'idée selon laquelle les disciplines dites scientifiques et les hautes technologies sont l'apanage d'une poignée d'individus ou des grandes puissances. Même après l'indépendance, dans les universités le pourcentage d'étudiants à l'entrée dans les sciences exactes ne représente qu'environ 15%, et les grandes écoles restent une denrée encore rare en Afrique noire. Il faut dans ce domaine encourager l'initiative privée de certains Africains, parmi lesquels on peut citer le Dr malien Cheick Modibo Diarra comme cofondateur de l'Université Numérique Francophone Mondiale et sa collaboration avec Microsoft pour le projet de traduction de ses logiciels en trois langues de l'Afrique de l'Ouest. On peut également citer la congolaise Ingénieur électricien Sandrine Ngalula Mubenga aux Etats-Unis (Ohio) avec ses travaux sur les énergies alternatives, dont les applications peuvent porter sur les voitures à hydrogène et l'énergie solaire dans les villages de la RDC. Que dire de tous ces Africains anonymes qui travaillent dans des universités, des hôpitaux, des bureaux d'études, des laboratoires et autres centres de recherche en Occident. ?

Beaucoup de pays africains disposent d'importantes ressources humaines dans les sciences dites humaines, des gens formés sur place et à l'étranger mais sous employées ou mal utilisées. Les ingénieurs de haut niveau ne sont pas nombreux et connaissent le même sort que leurs concitoyens hommes de lettres. Pourtant ces pays, compte tenu de leurs potentialités, devaient créer des facultés et des écoles d'ingénieurs pour la sauvegarde de l'environnement, l'exploitation du sol, du sous sol, des forêts, des télécommunications et de toutes les autres formes d'énergie.

Pour ce qui est des infrastructures, la situation est grave en Afrique noire où les laboratoires viables dans le secondaire, le supérieur et ceux de recherche sont quasi inexistantes. Les bâtiments scolaires, les installations et les équipements ne sont pas dignes d'un enseignement de bonne qualité et surtout pas d'une recherche fondamentale ou appliquée. Les outils de production datant de la colonisation et des premières années de l'indépendance sont vétustes ou en ruine. La main-d'œuvre locale n'est pas préparée ou formée à l'utilisation des nouvelles technologies. Dans le cas de la RDC, les spécialistes parlent des insuffisances des capacités humaines à cause du faible taux de scolarité et de l'absence de politique de formation permanente. Les écoles techniques et professionnelles sont insuffisantes pour une population d'environ 62 millions d'habitants et ne représentent que 10% du nombre d'écoles d'enseignement général, dans un environnement financier morose où le budget alloué à l'éducation est passé de 30 % en 1960 à 2% en 2004 et destiné principalement à la paie des enseignants. Les centres de recherche créés avec l'aide internationale n'ont pas été bien entretenus et sont, dans la plupart des cas, dans un état de délabrement avancé. L'Institut national de recherche agronomique (INRA) de Yangambi en RDC, le plus important de l'Afrique centrale, en est l'illustration. Quel rôle le centre nucléaire de l'Université de Kinshasa joue-t-il pour le développement de l'Afrique centrale ?

Dans leurs échanges économiques avec les pays occidentaux, les pays émergents exigent en partie, le transfert des technologies, alors qu'ils ne transfèrent rien à leur tour. Ils ne proposent rien de ce genre aux Africains. Dans leurs réalisations en Afrique, ils contrôlent les travaux depuis la conception, la réalisation et l'entretien de leurs ouvrages. Rien ne filtre de leur savoir faire. Pourtant l'Inde serait disposée à opérer ce transfert avec l'Afrique, notamment avec la RDC, même si la nature de ces technologies reste à définir. En ce qui concerne le transfert éventuel aux pays africains, ces derniers s'y sont-ils préparés ? Car ce transfert ne s'opère que sous certaines conditions, c'est - à - dire entre spécialistes de deux parties et dans un environnement scientifique approprié. Le pays qui reçoit doit disposer de cadres compétents et d'équipements exigés. Il faut donc commencer par créer des structures capables de gérer ces nouvelles technologies. Avec l'Occident, la coopération internationale ou bilatérale a échoué dans la formation des "Homologues" par les coopérants ou experts en mission en Afrique. L'Afrique produit elle-même beaucoup de diplômés en Sciences Humaines au niveau du deuxième et du troisième cycles (graduat, maîtrise, licence, master, DEA et doctorat), sans oublier tous ceux qui terminent en dehors du continent noir. Mais la moisson reste très pauvre dans les sciences et la haute technologie. Les Africains partis étudier en Occident dans les domaines les plus pointillés sont en général gardés sur place ou débauchés. En dehors de l'Occident qui héberge de nombreux diplômés africains sans emploi, sous employés ou au chômage déguisé, un gaspillage pour leurs pays d'origine, l'Afrique du Sud a rejoint la liste des capteurs internationaux de la main d'œuvre africaine hautement qualifiée mais sous employée et pauvre chez elle.

L'élite politique ou économique ne parvient pas à initier un environnement scientifique et technique capable de répondre aux besoins actuels de conception, de gestion et de fonctionnement. Cet

environnement ne permet pas d'augmenter la valeur ajoutée de la main-d'œuvre africaine et créer une nouvelle classe moyenne capable de relever ses compétences et sa qualité. Non seulement l'Afrique ne peut réaliser certaines tâches exigeant la main d'œuvre qualifiée ou hautement qualifiée, mais elle ne peut pas non plus héberger certains services des multinationales à la recherche de ce type de main-d'œuvre mais à très bon marché comme dans certains pays asiatiques (Chine, Inde, Vietnam) et maghrébins (Maroc, Tunisie). Beaucoup de pays africains restent des grands chantiers dont les projets en amont et en aval exigent une main-d'œuvre qualifiée. Et comme au 20^{ème} siècle, la qualifiée reste étrangère et la non-qualifiée en totalité nationale. Les faibles salaires de cette dernière ne relèveront pas leur niveau de vie. Il faut rompre avec la tradition sur les chantiers africains où, depuis des décennies, les Africains ne sont pas associés à la conception ni à la décision. Ils ont toujours été des simples ouvriers aux salaires minables.

L'école du vingt et unième siècle doit former des individus capables de faire passer ou basculer les pays africains concernés, au premier stade de l'industrialisation. Cette optique relève de la volonté politique des dirigeants africains à travers des projets et des programmes nationaux ou régionaux, selon leurs réalités socioéconomiques. Tout projet doit commencer par la base, d'où la restructuration de l'enseignement à partir du primaire. On ne peut mieux s'exprimer, transmettre ou apprendre que dans sa langue maternelle. Il a été démontré que les langues africaines peuvent aussi devenir des langues de connaissances scientifiques. Ainsi l'anglais, l'espagnol, le français et le portugais (langues coloniales imposées aux Africains), sont considérées comme des langues étrangères et constituent le premier obstacle pour la vulgarisation des connaissances en Afrique. Ces langues dites officielles africaines, ne constituent-elles pas les derniers maillons du cordon ombilical avec les anciens maîtres ? Il y a une importante perte d'énergie intellectuelle lorsqu'on doit réfléchir dans sa langue maternelle et s'exprimer dans une étrangère. Tous les peuples épris de liberté étudient dans leurs langues et en ont fait des langues scientifiques locales, mais ils apprennent aussi celles qui sont considérées comme des langues scientifiques internationales. On peut ne pas savoir lire ni écrire et comprendre ce qui se dit dans sa langue maternelle, mais on ne peut pas accéder à l'information, surtout scientifique, dans une langue étrangère si on ne la maîtrise pas. Le taux de scolarisation baisse d'année en année. En 2000/2001, il était de 33 % en RDC dans le primaire et de 12% dans le secondaire. 29% des enfants ont achevé le primaire et 4,5 millions de jeunes enfants étaient non scolarisés, dont 2,5 millions de filles.

Le taux d'analphabétisme reste important dans les pays africains (29,5 % pour la RDC en 2007). Avec ce rythme d'apprentissage de langues officielles (occidentales) en Afrique par l'école, la déperdition scolaire, la disparition de l'enseignement gratuit et la déliquescence de l'enseignement, l'accès à la connaissance restera encore limité à une catégorie de citoyens. Les langues nationales peuvent être progressivement initiées dans les provinces, régions ou territoires selon un consensus national et avec une certaine pédagogie. L'Europe est en train de revaloriser ses langues régionales, une partie de sa culture. Un travail qui devra aller de pair avec l'introduction de l'informatique dans le travail et la recherche. La vulgarisation de l'outil informatique doit aussi s'accompagner de l'ouverture des écoles techniques et professionnelles. A titre d'exemple, Kinshasa la capitale de la RDC avec environ 6 millions d'habitants, ne dispose que de 4 écoles techniques professionnelles dépassées, démodées et délabrées. Dans des petits pays africains, on trouve dans la capitale ou au niveau national, à peine une école technique datant de la colonisation et non viable. La main-d'œuvre qualifiée peut contribuer à la création et au développement des petites unités de production, des petites et moyennes entreprises sur lesquelles peuvent se greffer les grandes entreprises ou les multinationales. Ce mouvement doit s'effectuer avec une révolution dans l'utilisation des techniques modernes de gestion dans les affaires (contrats, comptabilité) et des unités de mesures internationales (unités géométriques et de masse) dans le petit et le grand commerce. L'Afrique doit penser à une nouvelle division du travail en fonction de ses réalités socioéconomiques, mais en profitant aussi de l'expérience d'autres continents.

Au 20^{ème} siècle les Africains ont lutté selon leurs moyens pour obtenir leur indépendance politique. Chaque pays a sa propre histoire sur son accession à la souveraineté internationale. L'indépendance économique reste une étape à franchir, dans une confrontation des intérêts entre pays du Sud et ensuite avec ceux du Nord (mondialisation, FMI, Banque Mondiale et OMC). Lors de la crise économique de 1929, le sort des colonies africaines dépendait encore de leurs métropoles. La crise financière de 2008 qui est en train de s'aggraver place les dirigeants africains devant leurs responsabilités. Comment réagir devant un tableau sombre qui affiche entre autres une chute des prix des matières premières et agricoles, un reflux des investissements internationaux, une baisse de l'aide internationale déjà

entamée et un accroissement du chômage ? Il faut à l'Afrique des leaders pour promouvoir la situation socioéconomique de leurs pays au lieu de privilégier leurs propres intérêts. Ils mettent sur pied des projets et des programmes de développement auxquels ils ne croient même pas, comme ils ne croient pas en leurs propres pays et en leurs institutions. On retrouve en Afrique les trois pouvoirs nécessaires pour faire fonctionner un pays (l'exécutif, le législatif et le judiciaire), mais les tenants de ces trois pouvoirs et leurs courtisans restent les seuls bénéficiaires des avantages socioéconomiques.

Hier les puissances coloniales n'ont pas préparé les Africains à leur indépendance et à la gestion quotidienne de leur pays, aujourd'hui l'élite politique et économique ne pense pas à sortir l'Afrique noire de cette léthargie ; est-ce par incompetence ou par machiavélisme pour mieux régner ? L'Afrique se retrouve donc avec deux groupes, la majorité rongée par la misère et la précarité, et une minorité mue par la cupidité et l'arrogance du pouvoir politique et financier. La paupérisation généralisée continue à pousser chômeurs et actifs à l'exil économique. Nouvelle colonisation afro-africaine ? Seuls les africains pourront se libérer de ce joug. Ils ne doivent pas compter sur l'aide étrangère car les vautours, avec le concours des fils du pays, favorisent le désordre et le chaos africains pour mieux l'exploiter. L'histoire de la RDC depuis l'indépendance démontre comment ce pays est attaqué de l'extérieur et ruiné à l'intérieur par et avec la complicité de ses propres fils. Y-a-t-il vraiment un équipage à bord du bateau africain ou serait-il entre les mains des pirates ? Aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles les colonisateurs ont "pacifié" les territoires conquis, combattu les esclavagistes arabes dans certaines parties de l'Afrique noire et "amélioré" les conditions de vie de leurs sujets pour mieux les exploiter. Les dirigeants et quelques aventuriers africains ont par contre adopté l'inverse en provoquant une paupérisation généralisée et des conflits ethniques pour mieux régner, exploiter les ressources du pays et les peuples qu'ils sont censés diriger. Ces conflits ont entraîné la précarité, la misère et des frustrations collectives qui risquent de provoquer des convulsions dans l'avenir et compromettre la concorde nationale ou la politique de bon voisinage, fondement des Etats nations et de l'union africaine tant désirés.

Les dirigeants et les opérateurs économiques africains doivent savoir qu'en face d'eux les politiques et les spécialistes de tout bord des pays développés ou émergents travaillent sans relâche pour relever le niveau de leurs pays et la qualité de vie de leurs concitoyens. Pour atteindre leurs objectifs ils ont appris, avec le temps, à mettre en exergue leurs compétences et talents pour défendre les intérêts de leur territoire, pays ou continent. Préoccupés par le pouvoir pour le pouvoir (élections truquées, rébellions, milices, assassinats ou coups d'Etat), leurs interlocuteurs africains, sont-ils préparés, outillés et conscients de leurs responsabilités ? L'Afrique reste minée par l'ethnicité, l'insécurité, la cupidité (corruption et détournement) et l'incompétence. Les points cardinaux (Nord, Sud, Est et Ouest) l'emportent sur l'intégrité, le savoir faire, les talents et les compétences. Le 20^{ème} siècle était pour l'Afrique le grand siècle de sa colonisation et de sa décolonisation. En ce début du troisième millénaire, l'Afrique doit arriver à se structurer et se crédibiliser, à former ses citoyens et à se doter de penseurs, promoteurs, défenseurs, représentants et dirigeants compétents : des ressources humaines viables pour ne pas rater la caravane du bien-être économique et social. L'absence d'un idéal commun au niveau national empêche la réalisation d'une prise de conscience africaine face à la mondialisation. Les Africains doivent parvenir à se créer un espace dans la vie internationale où le continent reste encore inaudible et invisible. C'est le nouveau défi des peuples africains au 21^{ème} siècle.

Par Dr TSHINGI Kueno Ndombasi